

18 Novembre : journée nationale de grève à la DGFIP ***Agir tous ensemble avant qu'il ne soit trop tard !***

Le 18 novembre, est convoqué un comité technique de réseau (CTR) avec pour principal point à l'ordre du jour le budget de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

Pour 2016, la loi de finances prévoit 2130 suppressions d'emplois et une nouvelle baisse du budget de fonctionnement, mesures qui vont une fois de plus accélérer la dégradation des conditions de vie au travail, provoquer des restructurations et suppressions de sites et affaiblir la capacité de la DGFIP à exercer ses missions.

Ces annonces interviennent alors qu'au surplus, la Direction générale refuse de communiquer ses choix en matière de restructurations et qu'elle envisage de remettre en cause certaines règles de gestion. A titre d'exemple, elle compte obliger les agents à demeurer 3 ans dans leur direction de première affectation après la réussite aux concours C et B et supprimer les mouvements complémentaires de mutation des agents A et B. Les organisations syndicales représentatives à la DGFIP ont sollicité une audience aux Ministres.

Tout ceci sur toile de lancement de la retenue à la source, de mise en place de la réforme territoriale qui réduit le service public, d'attaques constantes sur les statuts des fonctionnaires, de mobilité forcée des agents au gré des suppressions ou restructurations de services. Ceci dans une ambiance délétère distillée par un discours anti-fonctionnaires.

Dans le même temps, à la DDFiP de Maine-et-Loire, les projets de restructurations/suppressions vont bon train, au mépris du sort des agents, des usagers et des élus.

Depuis des mois, SOLIDAIRES, FO, CGT et CFDT Finances publiques de Maine-et-Loire mènent de nombreuses actions à destination des usagers et des élus pour la préservation des services dont la fermeture est programmée au 1^{er} janvier 2016, et plus globalement pour l'arrêt de toutes les restructurations dans notre département.

**Un dossier a été constitué et nous avons obtenu d'être entendus
par le secrétaire d'Etat au budget, Christian Eckert**

Une audience nous est accordée le 17 novembre prochain par sa cheffe de cabinet.

**Votre soutien,
par une participation massive à la journée de grève du 18 novembre,
sera déterminant dans le sort réservé à ce dossier.**

Dans ce contexte alarmant, en cohérence, les syndicats SOLIDAIRES, FO, CGT et CFDT ont décidé du boycott des réunions institutionnelles : CTL, CDAS, CHSCT, CAPL (en première convocation) et des groupes de travail.

Solidaires finances publiques exige :

- L'arrêt des suppressions de sites, des restructurations et fusions
- Le maintien des trésoreries de Candé, du Louroux-Béconnais, des Ponts de Cé et de Pouancé,
- Le maintien des SPF de Baugé et Segré, du pôle CE de Saumur.
- Le maintien du recouvrement de l'impôt dans toutes les trésoreries,
- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois.

Le 18 Novembre, soyons toutes et tous en grève !